

ARTICLE DIFFUSE PAR L'AGENCE DE PRESSE ACIP LE 21 NOVEMBRE 2011

**ENVIRONNEMENT**

*par Fabrice de Chanceuil*

**La forêt dans tous ses états : une belle récolte**

A l'occasion de l'Année internationale des forêts, le Carrefour des acteurs sociaux organisait, le 18 novembre dernier, à l'Institut de Paléontologie humaine à Paris, sous le parrainage des ministères chargés de l'écologie et de l'agriculture, un colloque intitulé « La forêt dans tous ses états ». Tout au long de la journée, animée par les journalistes Antoine de Ravignan d'Alternatives économiques et Danielle Nocher de Valeurs vertes, les orateurs se sont succédés à la tribune devant un public nombreux et attentif. Comme il a, en effet, été rappelé dans l'introduction, les choix de gestion forestière sont aussi des choix de société qui nous engage tous.

Après une mise en perspective par Marc Galochet, géographe, qui a présenté la forêt comme un espace ambivalent entre ressource et patrimoine né de la rencontre entre la nature et la société, les auditeurs ont pu entendre un témoignage du Prince Jean d'Orléans, exploitant forestier, qui a évoqué son rapport personnel avec la forêt jugée par lui comme un maître pour l'action, tant la forêt incarne par elle-même toutes les qualités attendues d'un roi juste et sage. Lui faisant écho alors qu'il était invité à décrire le modèle français de gestion forestière, Michel Hermeline, de l'Office national des forêts (ONF), citant les trois piliers économique, social et environnemental du développement durable auxquels la forêt française, tant publique que privée, apporte une égale contribution, a fait remarquer que la conduite « soustenable » des bois demandée par un édit de Philippe VI de Valois ressemblait furieusement au « sustainable development » réclamé par la Conférence de Rio en 1992. Rappelant que la forêt française s'étend aussi à l'outre mer, Bernard Riera, chercheur au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), a enchaîné ensuite par une description de la forêt guyanaise, certes peu productive, mais d'une diversité phénoménale en raison des différents milieux sur lesquels elle croît. Il revenait dès lors de confronter ce modèle français avec la politique mise en œuvre par l'Union européenne, ce qui fut fait grâce à l'intervention de Paul Speight, adjoint au chef de l'unité « agriculture forêts sols » de la direction générale de l'environnement à la Commission européenne. Entre les forêts industrielles de l'Europe du Nord, les forêts récréatives de Grande-Bretagne et de Belgique et les forêts réserves de l'Europe de l'Est, l'Union européenne n'a pas adopté, à la différence de l'agriculture et de la pêche, de politique forestière commune mais l'orateur n'a pas caché que, selon lui, la gestion multifonctionnelle des forêts était certainement la plus adaptée aux régions tempérées.

.../...

.../...

Mais que faire quand la forêt a déjà disparu sous l'effet conjugué de la déforestation due à l'agriculture et à l'urbanisme et de la dégradation consécutive aux incendies ou à une mauvaise gestion ? La restauration reste possible comme l'a démontré, à travers plusieurs exemples, Daniel Vallauri, du WWF, président du groupe « forêt » de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), en insistant sur le fait que la restauration d'une forêt ne passe pas seulement par des plantations nouvelles mais aussi par la régénération naturelle et surtout une bonne coopération des populations locales. Quant aux forêts existantes, elles peuvent être valorisées par une sylviculture à couvert et proche de la nature, telle qu'elle est ressortie du plaidoyer convaincant de Brice de Turckheim, expert forestier, premier président de Pro Sylva Europe, pour lequel l'individu (la belle tige) prime sur la surface (le traitement unifié de la parcelle).

Remplaçant au pied levé Pierre Radanne, ancien président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) mandaté par l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF) mais souffrant, Bernard Riera et Daniel Vallauri ont abordé les enjeux internationaux de la forêt à travers le programme de réduction des émissions de gaz à effet de serre dus à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) initié par la Conférence de Copenhague en 2009. En dépit d'une approche divergente entre les pays développés et ceux en développement, il s'agit aujourd'hui de l'initiative la plus avancée dans la lutte contre le réchauffement climatique. Autre enjeu majeur, celui de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages définis l'an passé par le protocole de Nagoya. Il revenait à Claudio Chiarolla, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), dans une dernière communication, d'en expliquer le contenu et les modalités, destinés à ce que le profit retiré par les laboratoires des pays riches à partir des ressources prélevées dans les forêts des pays pauvres, à des fins de recherche, soit partagé équitablement entre les deux parties.

A l'issue de cette journée riche d'enseignements, les organisateurs, qui ont évoqué en conclusion les prolongements que pourrait connaître cette manifestation, avaient le sentiment de ne pas avoir trahi la mémoire de celle à qui ils avaient dédié ce colloque, Wangari Maathai, Prix Nobel de la Paix 2004, surnommée « la femme des arbres » pour les 30 millions d'arbres qu'elle avait fait planter en Afrique.